



Les moyens ne poussent pas aussi vite que les poireaux !

La ministre a ouvert le CSA ministériel de préparation de rentrée en confirmant l'annulation des 4000 suppressions d'emplois d'enseignants et la création de 2000 emplois d'AESH. C'est une bonne nouvelle, à mettre l'actif de nos mobilisations et de nos expressions pour pointer le caractère inacceptable de l'annonce initiale des suppressions d'emplois. La FSU avait déposé une alerte sociale en octobre 2024 et avait largement mobilisé les personnels dans la grève du 5 décembre. Dans une École qui s'effondre, une telle mesure aurait porté un coup fatal aux ambitions émancipatrices du service public d'Éducation. Mais la FSU ne peut se satisfaire d'une forme de statu quo. Les besoins sont immenses. Dans le premier degré, la France restera encore très loin de la moyenne par classe des pays de l'Union européenne. Dans le second degré, pour retrouver le taux d'encadrement de 2017, il faudrait créer 10617 emplois.

Dans le détail, le ministère opère un redéploiement entre 1er et 2d degré. La FSU ne peut se satisfaire de ce qui relève d'une forme de gestion de la pénurie. Le 1er comme le 2d degré ont des besoins immenses. Dans le premier degré, les 470 suppressions de postes vont se traduire dans beaucoup de départements par des fermetures jugées injustes au regard du besoin des élèves. Alors que s'ouvre maintenant le temps de la carte scolaire avec les ouvertures et fermetures de classes, des mobilisations vont s'engager localement pour défendre l'école, les élèves et les personnels.

Concernant les moyens donnés à l'inclusion, la création de 2000 postes d'AESH ne couvriront pas tous les besoins et ne régleront pas toutes les difficultés rencontrées dans les classes par les enseignant-es. La mise en place et le déploiement des pôles d'appui à la scolarité dans certains départements ne seront pas non plus une réponse.

L'annonce de l'abandon du DNB obligatoire pour passer en Seconde va dans le bon sens. C'est un coin enfoncé dans le Choc des savoirs grâce à l'action menée par la FSU et les personnels. La fin des prépa-Seconde annoncée pour 2026 en est un autre. Cette mesure était inacceptable d'un point de vue scolaire et social, organisant la relégation des élèves les plus en difficulté. En 4ème/3ème, en ouvrant la porte à des dispositifs qui ne sont pas des groupes de niveau et qui ne se limitent pas au français et aux maths, la ministre enterre d'une certaine manière les mesures initiales du Choc des savoirs de Gabriel Attal. La FSU regrette l'obstination à maintenir les groupes de niveaux en 6ème/5ème alors que tout montre leurs effets délétères pour les élèves et les personnels. Elle est largement rejetée par les personnels. La FSU est déterminée à poursuivre la mobilisation pour obtenir l'abandon de l'ensemble du Choc des savoirs.

L'annonce de la création de 324 emplois d'enseignants va dans le bon sens, mais pourrait cacher de redoutables disparités. Tout laisse à penser que les emplois pour les dispositifs 4ème/3ème sont financés par des suppressions d'emplois liées à l'évolution démographique. Les lycées généraux et technologiques pourraient payer un lourd tribut. La FSU le rappelle avec force : la baisse démographique doit cesser d'être instrumentalisée à des fins budgétaires et politiques..

Les annonces du jour ne répondent pas à tous les besoins de la rentrée 2025 et ne suffiront pas à combler les dégradations subies ces dernières années dans le service public de l'Education nationale

Pour le schéma d'emplois administratifs et ITRF pour la rentrée prochaine en établissements scolaires ou pour les services centraux ou académiques, aucune création d'emploi n'est prévue, malgré le constat largement partagé de sous administration du ministère. Seuls des redéploiements sont envisagés. Inacceptable pour la FSU !

La FSU initiera et soutiendra les luttes contre les suppressions de postes et les fermetures de classes. De nombreuses mesures sont encore à prendre aussi pour la revalorisation sans contreparties des personnels. La FSU ne se contentera pas des annonces des derniers pour l'Education et la Fonction publique : il y a urgence !

Bagnolet, le 17 janvier 2025